



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/RES/48/264
17 août 1994

Quarante-huitième session
Point 53 de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sans renvoi à une grande commission (A/48/L.61)]

48/264. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2837 (XXVI) du 17 décembre 1971, 33/138 du 19 décembre 1978, 39/88 du 13 décembre 1984, 45/45 du 28 novembre 1990, 46/77 du 12 décembre 1991, 46/140 du 17 décembre 1991, 46/220 du 20 décembre 1991 et 47/233 du 17 août 1993,

Rappelant l'importance des objectifs et principes liés à la revitalisation de ses travaux, tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 47/233,

Désireuse d'améliorer sa capacité d'exercer les fonctions et pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de la Charte des Nations Unies, afin d'être en mesure de jouer un rôle plus efficace au sein de l'Organisation,

Reconnaissant qu'il importe d'améliorer ses méthodes de travail afin de lui permettre de s'acquitter de ses fonctions plus efficacement et rationnellement,

1. Souligne l'importance d'une coopération renforcée et de relations efficaces entre l'Assemblée générale et les autres principaux organes, en particulier le Conseil de sécurité, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies;

2. Décide, dans le respect et sous réserve des dispositions pertinentes de la Charte, de continuer d'utiliser le mécanisme existant et, selon que de besoin, d'envisager de créer de nouveaux organes afin de faciliter l'examen de toute question ou affaire relevant de la Charte et,

/...

selon qu'il convient, la formulation de recommandations y relatives adressées aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de sécurité ou à la fois aux Membres et au Conseil;

3. Se félicite des efforts que poursuit le Conseil de sécurité pour améliorer ses méthodes de travail et, dans ce contexte, encourage le Conseil, lorsqu'il lui soumet des rapports, à présenter en temps voulu un compte rendu clair et complet de ses travaux, y compris ses résolutions et autres décisions, dont les mesures prises en vertu du Chapitre VII de la Charte;

4. Invite son Président, à l'issue de consultations, à proposer des moyens propres à l'aider à examiner de manière approfondie les questions figurant dans les rapports qui lui sont soumis par le Conseil de sécurité;

5. Encourage les États Membres à faire preuve de retenue en formulant des propositions demandant de nouveaux rapports du Secrétaire général, en gardant à l'esprit qu'il est souhaitable de réduire le nombre de ces rapports;

6. Insiste sur le fait que les rapports demandés au Secrétaire général devraient être présentés dans toutes les langues officielles en temps voulu conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale et à ses annexes, afin que les délégations puissent examiner de façon plus approfondie la teneur de ces rapports avant les réunions;

7. Félicite les grandes commissions de l'oeuvre utile qu'elles ont entreprise pour examiner leurs ordres du jour respectifs et les encourage à poursuivre cette tâche en tenant compte de la présente résolution;

8. Réaffirme le droit des États Membres à proposer, conformément au règlement intérieur, l'inscription de questions à son ordre du jour;

9. Adopte les Directives concernant la rationalisation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale énoncées à l'annexe I de la présente résolution, qui sera annexée au règlement intérieur de l'Assemblée;

10. Décide de remplacer le paragraphe 4 de l'annexe de sa résolution 33/138 par le texte figurant à l'annexe II de la présente résolution, qui concerne les critères régissant l'élection des six présidents des grandes commissions;

11. Décide également que les dispositions concernant les critères régissant l'élection des six présidents des grandes commissions entreront en vigueur à compter de sa quarante-neuvième session;

12. Décide en outre d'examiner les dispositions relatives aux critères régissant l'élection des six présidents des grandes commissions à sa cinquante-troisième session;

13. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa cinquante-deuxième session, sur l'état d'avancement de l'application de la présente résolution, après avoir recueilli les vues et tenu compte de l'expérience des présidents de l'Assemblée à ses quarante-neuvième, cinquantième et cinquante et unième sessions;

/...

14. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale".

102e séance plénière

29 juillet 1994

ANNEXE I

Directives concernant la rationalisation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale

1. Les séances plénières de l'Assemblée générale devraient servir de cadre à des déclarations de fond de haut niveau ainsi qu'à l'examen, entre autres, de points de l'ordre du jour revêtant une importance politique exceptionnelle ou présentant un caractère d'urgence particulier.
2. Les points de l'ordre du jour dont la nature concerne plus d'une grande commission ou qui ne relèvent du domaine d'aucune grande commission devraient être examinés par l'Assemblée générale en séance plénière, compte tenu des recommandations du Bureau.
3. Les questions de fond qui, initialement, ont été directement réservées à une séance plénière de l'Assemblée générale pourraient être examinées en vue d'être renvoyées à une grande commission conformément au règlement intérieur de l'Assemblée, en particulier à sa décision 34/401 dont le texte est reproduit à l'annexe VI du règlement intérieur.
4. L'ordre du jour sera examiné périodiquement, compte tenu des vues exprimées par les États Membres concernés, afin de déterminer s'il est possible de supprimer des points qui, depuis un certain temps, n'ont fait l'objet d'aucune résolution ou décision.
5. Il convient d'encourager les grandes commissions à continuer d'examiner leurs ordres du jour respectifs compte tenu, entre autres, des éléments suivants :
 - a) Les points de l'ordre du jour qui concernent des questions dont la nature est étroitement liée pourraient être regroupés sous un seul intitulé ou être inclus en tant que points subsidiaires à condition que les points ou points subsidiaires concernés ne risquent pas de se trouver noyés dans les autres;
 - b) Il pourrait être convenu de regrouper des points qui concernent des questions apparentées;
 - c) La biennalisation et la triennalisation de points de l'ordre du jour des grandes commissions pourraient être envisagées, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;
 - d) La répartition générale actuelle des travaux entre les grandes commissions devrait être maintenue.

/...

ANNEXE II

Texte remplaçant le paragraphe 4 de l'annexe
de la résolution 33/138

4. Les six présidents des grandes commissions sont élus d'après les critères suivants :

- a) Un représentant d'un État d'Afrique;
- b) Un représentant d'un État d'Asie;
- c) Un représentant d'un État d'Europe orientale;
- d) Un représentant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes;
- e) Un représentant d'un État d'Europe occidentale ou d'un autre État;
- f) La sixième présidence est attribuée par roulement comme suit sur une période de vingt sessions :
 - i) Un représentant d'un État d'Afrique;
 - ii) Un représentant d'un État d'Asie;
 - iii) Un représentant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes;
 - iv) Un représentant d'un État d'Afrique;
 - v) Un représentant d'un État d'Asie;
 - vi) Un représentant d'un État d'Afrique;
 - vii) Un représentant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes;
 - viii) Un représentant d'un État d'Asie;
 - ix) Un représentant d'un État d'Afrique;
 - x) Un représentant d'un État d'Asie;
 - xi) Un représentant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes;
 - xii) Un représentant d'un État d'Afrique;
 - xiii) Un représentant d'un État d'Asie;
 - xiv) Un représentant d'un État d'Afrique;
 - xv) Un représentant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes;
 - xvi) Un représentant d'un État d'Asie;
 - xvii) Un représentant d'un État d'Afrique;

/...

- xviii) Un représentant d'un État d'Asie;
- xix) Un représentant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes;
- xx) Un représentant d'un État d'Afrique.